

### ***Étude des crédits budgétaire de la Sécurité publique***

## **La sécurité des Montréalais doit être une priorité gouvernementale**

**Montréal, le mardi 23 avril 2024** – À l’occasion de l’étude des crédits budgétaires du ministère de la Sécurité publique, le président de la fraternité des policiers et policières de Montréal (FPPM), M. Yves Francoeur se dit préoccupé par les événements récents survenus dans la métropole et demande au gouvernement de former davantage de policiers et de continuer de soutenir les équipes mixtes.

« Il y a un climat d’insécurité qu’on ressent au sein de la population montréalaise. On doit s’assurer d’avoir tous les moyens pour bien effectuer notre travail. La métropole a toujours été une ville sécuritaire et elle doit le rester. La sécurité des citoyens doit être une priorité gouvernementale et les investissements doivent suivre. Montréal ne peut pas se permettre un désengagement du ministère de la Sécurité publique », a expliqué M. Francoeur

### **Des effectifs additionnels pour ne pas rater la cible d’embauche**

Pour être en mesure de faire face aux différents enjeux de sécurité publique qui touchent la métropole et atteindre les cibles d’embauche du SPVM pour 2024, la FPPM demande au gouvernement la création de 108 effectifs additionnels pour cette année. À l’heure actuelle, il n’y a pas assez de diplômés de l’École nationale de police du Québec pour répondre aux besoins d’embauche du SPVM. Pour la Fraternité, l’ajout de ces ressources est essentiel si l’on ne veut pas rater la cible d’embauche de 2024, soit un effectif policier réel total de 4714 policiers.

« On a un sérieux enjeu d’effectifs. Depuis un an et demi, on est rendu à une centaine de démissions et ils ont de la difficulté à combler les postes. Si rien n’est fait, on va se retrouver avec un service de police déficitaire de près de 170 policiers », a ajouté le président de la Fraternité.

### **Financements des équipes mixtes**

La Fraternité demande également au gouvernement de revenir sur sa décision de mettre fin au financement de la police de proximité. Rappelons qu’en mars dernier, le gouvernement a décidé de mettre fin au financement de l’Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) qui bénéficiait d’une subvention de 7,4 M\$ sur trois ans. Pour M. Francoeur, la fin de ces équipes mixtes est un non-sens. L’ECCR permettait de mieux intervenir auprès des personnes en situation de vulnérabilité et d’agir davantage en prévention. C’était une initiative appréciée des groupes communautaires.

« Le gouvernement et la Ville de Montréal doivent travailler ensemble pour pérenniser ces équipes communautaires. Pour l'instant, on a plus l'impression qu'ils se renvoient la balle. Pendant ce temps, on ne sait toujours pas ce qu'il va arriver avec l'expertise qui a été développée et il n'y a pas plus de ressources sur le terrain. Personne n'y gagne », a conclu M. Francoeur.

**-30-**

Renseignements : Isabelle Lewis  
Directrice des communications et des relations publiques  
Fraternité des policiers et policières de Montréal  
Isabellel@fppm.qc.ca  
(438) 871-7211